



LUTTES
SOLIDARITES
TRAVAIL



P705187



PB-PP B-01297
BELGIE(N)-BELGIQUE

BUREAU
DE
DEPÔT :
5000
NAMUR

ED- RESP. : ANDREE DEFAUX, RUE PEPIN, 64, 5000 NAMUR. PRIX : 1€. MENSUEL. N°386 Novembre 2021

Photos de LST prises lors du 18 octobre 2021

TRANSPARENTS MAIS PAS SILENCIEUX



Sommaire

Editorial

- P.2 **FEDERATION – JE SUIS FIER DE LUI INDIGNATION ET MILITANCE**
- P.3 **FEDERATION – CE N'EST PAS HUMAIN REVEILLER LES CONSCIENCES**
- P.4 **FEDERATION – JOURNEE MONDIALE DU REFUS DE LA MISERE**
/5 Exprimer notre résistance à la misère avec d'autres associations
- P.6 **FEDERATION- NOS DROITS**
Les conflits de voisinage
- P.7 **NAMUR - HORS CADRE**
Visite à l'expo de Mons
- P.8 **FEDERATION – UNE OCCASION DE PARLER. PETITES NOUVELLES -**
Ici et là ça bouge !

La Journée Mondiale du Refus de la Misère nous a permis de nous rassembler, une nouvelle fois, chez nous, à 11 heures, dans la cour du Parlement de Wallonie. Enfin, chez nous, c'est beaucoup dire... C'est un peu comme partout, on nous dit que nous sommes chez nous, mais les règles sont déjà établies par d'autres, et notre point de vue compte assez peu. Nous sommes chez nous si nous nous conformons à la discipline et aux priorités établies.

Heureusement, nous avons suspendu un bas-relief qui exprime notre résistance sur le mur intérieur du bâtiment. Devant cette reproduction de la dalle de résistance à la misère de Paris, nous pouvons prendre la parole et, accueillis par des parlementaires, déposer nos analyses et nos revendications au nom de tous les citoyens, et en particulier des plus pauvres. Cette année, plusieurs associations proches ont partagé ce temps de prise de parole.

L'après-midi, avec les militants qui nous ont rejoints, nous avons entamé un travail important, enracinés dans nos combats quotidiens, pour rédiger un cahier de revendications communes.

Ce numéro du journal du mouvement vous partage ces temps forts de solidarité et de militance, et vous associe au suivi.

Les militants d'Andenne

Que celui ou celle qui sait lire,
lise et partage ce journal avec celui ou celle
qui n'a pas pu apprendre à lire.

JE SUIS FIER DE LUI

*ET POURTANT, C'EST VRAIMENT DIFFICILE POUR LES JEUNES D'AVANCER,
DANS LES CONDITIONS ACTUELLES D'EMPLOIS.*

Mon fils a 22ans. Il a vécu une jeunesse difficile, avec un parcours un peu accidenté et une scolarité qui s'est arrêtée trop tôt pour permettre un diplôme.

Après un bout de chemin chaotique, il est revenu chez moi. Et, bien sûr, j'ai été très heureux de l'accueillir, même si c'est vraiment difficile de l'aider, dans les conditions actuelles d'emplois.

Puisqu'il ne trouvait rien, il a accepté divers engagements de travail en noir, chez les forains. C'est pas la fête, et puis c'est toujours pour une période courte. Depuis quelques mois, il est engagé par une agence d'intérim dans une entreprise, avec des contrats qui étaient d'abord d'une semaine, et puis qui, maintenant, sont d'une journée. Le soir, dans l'entreprise, ou par téléphone, il apprend son horaire pour le lendemain, et le poste qui lui sera confié. Un jour, ce peut être l'après-midi, et le lendemain, à 5 heures le matin.

Et puis, le déplacement à assurer est de plus de 40 kilomètres, sans possibilité de transports en commun. Avec ma compagne, nous assurons ses déplacements.

Chaque semaine, il reçoit 400€, sur lesquels, sans doute, il faudra décompter l'impôt. D'un jour à l'autre, il peut apprendre qu'il n'est plus embauché.

J'admire son courage, et je suis fier de lui. Mais c'est inhumain d'imposer aux jeunes des conditions pareilles de travail et de vie. Il ne peut pas penser à l'avenir. Il ne peut même pas avoir la moindre chance de trouver un logement, sans présenter un contrat plus solide.

Son rêve serait de passer le permis de conduire, mais le coût l'empêche d'entamer la formation.

Même sa mutuelle, qu'il doit assumer personnellement, depuis son contrat, il n'a pas encore trouvé l'énergie et

l'audace d'oser s'inscrire, tout semble tellement fragile.

Et puis, l'emploi, c'est aussi une occasion de s'épanouir, de découvrir des choses, de s'inscrire dans des relations, de participer à la société, ... Ce n'est pas seulement gagner des sous, surtout quand ce qu'on gagne ne permet pas de bâtir grand-chose. Et là encore, c'est inhumain d'enfermer des jeunes dans des modèles d'emploi où ils sont seulement comme des robots, comme des machines, que l'on utilise quand on en a besoin, et puis qu'on jette.

Je suis fier de lui, je le soutiens quand même autant que je peux, et je répète, j'admire son courage. Quand je relis ma propre histoire, j'ai l'impression qu'on nous a fait perdre l'essentiel qui faisait de nous des humains, pour être seulement obligés de faire de l'argent pour d'autres, dans des conditions de vie et d'emploi inacceptables.

Patrick

INDIGNATION ET MILITANCE

*CHALEUREUSE AMBIANCE MILITANTE, LE MATIN, SUR LES MARCHÉS,
À ANDENNE ET À NAMUR.*



Dans le cadre de la Journée Mondiale du Refus de la Misère, nous avons monté un stand de promotion de notre mouvement LST sur les marchés publics. L'occasion de présenter le mouvement aux passants, mais, plus

encore, avec des militants de la région qui se sont rassemblés pour l'occasion. Et de rencontrer de nombreuses personnes que nous connaissons, d'échanger ce que nous vivons et les points de vue que nous construisons dans nos rassemblements.

Sur Andenne, nous avons eu le bonheur et la surprise de recevoir une équipe de la télévision locale "Boukè", qui s'est présentée pour des prises de vues; ou bien un permanent de l'équipe andennaise de la CSC qui a été délégué par ses pairs pour nous rejoindre dans cette action.

Bien sûr, nous avons invité les personnes rencontrées pour le rassemblement du 18 octobre au Parlement, à Namur;

Mais nous avons surtout échangé une multitude de **points de vue indignés et militants sur l'accroissement des inégalités**, l'explosion de situations inhumaines, la responsabilité des décideurs économiques et politiques, et la nécessité d'un engagement fort avec les plus pauvres et les plus exploités.

Les équipes de Andenne et Namur

« CE N'EST PAS HUMAIN »

AVEC DES MILITANTS D'AUTRES ASSOCIATIONS,

CE 18 OCTOBRE, NOUS ÉTIIONS AU PARLEMENT DE WALLONIE POUR TÉMOIGNER DE NOS VIES

MERCI D'ÊTRE ICI

Monsieur Le Président,
Mesdames et Messieurs les
Parlementaires, Chères associations,
chères amies et amis,
Merci d'être ici avec nous aujourd'hui.
Pensons à saluer aussi tous ceux qui ne
peuvent pas être présents avec nous,
mais sont représentés par nos
transparents pour prendre la parole(...)

REALITE VIOLENTE

Il y a quelques mois, lors de la grève
des sans-papiers à Bruxelles, nous
étions témoins d'une grave crise
humanitaire. Un grand nombre de
personnes, dans des squats, des églises
et ailleurs sont contraintes de mettre
en balance leurs vies pour tenter de se
faire entendre et respecter en tant
qu'êtres humains. Ce constat d'une
situation violente et des réactions
politiques inhumaines durant plusieurs
semaines fait écho à nos vécus et nous
amène à questionner la capacité de
justice et d'humanité de notre société
et de ses institutions. (...) En 2021, dans
un état de droits, ce que nous vivons
au quotidien et dont nous allons
témoigner ici, est inhumain. (...)

Merci pour votre écoute, mais aussi
pour les actions, nous l'espérons, qui
en découleront.

Vous allez entendre des faits de vie qui
illustrent combien les situations de
pauvreté et de misère transitent par
des législations, des aspects du droit



qu'il nous revient de questionner ici.
Des changements s'imposent pour
plus de dignité, d'humanité, pour le
respect de toute vie humaine.

DESHUMANISATION

La déshumanisation que nous vivons
chaque jour, passe par des intrusions
dans nos vies privées(...) Elle passe par
le recul des protections gagnées par
nos pères. Alors qu'une société n'existe
que par la solidarité. Elle passe par ce
qu'on exige de nous et qui ne respecte
ni nos vies, ni nos vécus, ni nos
possibilités, ni nos faiblesses, ni nos
moyens.

Elle passe par la répression de nos
solidarités : qui sont signes de notre
humanité et pourtant sont
sanctionnées.

La vie en famille quand on est en
pauvreté n'est plus un droit, une
possibilité, un choix ; notre famille, tout
le monde s'en mêle, ... (...)

Merci donc de relayer dès que possible
et partout les appels que nous vous
faisons aujourd'hui.

*Extrait de notre intervention au Parlement ce 18
octobre2021.*

C'est en partenariat avec ces
associations que nous avons préparé
cette journée mondiale du refus de la
misère :

Atd quart-monde : agir tous pour
la dignité. www.atd-quartmonde.be

L'adas : l'association de défense des
allocataires sociaux

www.adasasbl.be

Front commun des sdf :

www.frontsdf.be

CMGV, le centre de médiation des
gens du voyage et des roms de
Wallonie : www.cmgv.be

La rochelle : association qui soutient
une action sociale globale av ec les
plus fragilisés www.asbllarochelle.be

Maison Daryacu : maison collective,
libre et égalitaire www.daryacu.net

REVEILLER LES CONSCIENCES

*Extraits du mot d'accueil de Monsieur Marcourt, président du Parlement de Wallonie ce 18 octobre 2021.
(L'entièreté sera accessible sur notre site)*

(...)Peut-on accepter qu'une partie
importante de notre population vive
d'une part dans la précarité et d'autre
part dans la misère ?

(...) Nous sommes dans une société
de plus en plus duale. Et cette société
duale se fracture de plus en plus. (...).
Vous êtes ici, chez vous, dans le
parlement de Wallonie(...)

C'est au travers de l'école, de sa
gratuité, de sa capacité à émanciper
chacun d'entre nous pour lui donner
demain, la chance de devenir un
adulte critique et responsable de sa

vie et qu'il puisse s'épanouir(...) les
pouvoirs publics se doivent comme
premier élément, d'éradiquer la misère
de notre société. Nous ne pouvons pas
accepter, qu'une partie, de la
population vive sous le seuil de
pauvreté et c'est un des combats que
nous devons collectivement mener. Je
voudrais dire ici, que lorsque l'on parle
de l'état social actif, c'est faire reposer
sur cette personne, elle-même en
difficulté, la responsabilité de son état.
Nous avons tous une part de
responsabilité dans notre vie, c'est
évident. Mais faire poser la

responsabilité sur la personne qui elle-
même vit dans la précarité est, pour
moi, inacceptable. Et nous devons
collectivement continuer ce combat.
(...)

dans une société démocratique, avoir
une partie de la population ne
pouvant pas exercer ses droits parce
qu'elle vit sous le seuil de pauvreté, est
inacceptable et c'est pour ça qu'au
nom de l'ensemble des députés, de
l'ensemble de ce parlement, je tenais à
prononcer ces quelques mots et vous
accueillir en ce jour qui doit plus que
jamais réveiller les consciences.

Fédération



JOURNÉE MONDIALE DU REFUS DE LA MISÈRE

**CE 18 OCTOBRE 2021, NOUS ÉTIONS AU PARLEMENT DE WALLONIE,
POUR TÉMOIGNER DEVANT LA DALLE EN L'HONNEUR DES VICTIMES DE LA MISÈRE**

Nous, nous savons; nous savons que quand on a besoin d'aide, ce sont toujours les autres qui décident à notre place. Y compris pour les choses les plus importantes, les plus personnelles de notre vie.
Ce n'est pas humain.

P

Je m'appelle Constantin. Je suis Rom. Je viens de Roumanie. Je suis arrivé en Belgique avec ma femme et mes 4 enfants (...) Arrivé en Belgique, je suis resté à la rue pendant plusieurs années. Parfois, nous avons dormi dans des squats. Mais pendant trois ans, de 2016 à 2019, nous avons vécu dans une tente sous un pont.(...)

C



Quand je relis ma propre histoire, j'ai l'impression qu'on nous a fait perdre l'essentiel qui faisait de nous des humains, pour être seulement obligés de faire de l'argent pour d'autres, dans des conditions de vie et d'emploi inacceptables. Autant l'emploi est un enjeu important et nécessaire, autant remettre l'économie au service de l'humain et non l'inverse reste primordial.

P

Fédération

GROUPES DE TRAVAIL : JOURNÉE MONDIALE DU REFUS DE LA MISÈRE

**CE 18 OCTOBRE 2021, NOUS AVONS AUSSI PRIS UN TEMPS AVEC D'AUTRES
POUR RÉFLECHIR AUX MÉCANISMES DE CETTE DÉSHUMANISATION**



L'étiquette d'incapable, c'est le pire. Quand tu vas à l'école, on dit : « Tu es le fils d'un tel » et tu as déjà une étiquette sur le dos. Souvent ce qu'on dit à des gens : incapable de tenir un logement, incapable de trouver un travail... C'est poubelle.

Extraits du groupe de travail «étiquettes».

Un groupe qui permet qu'on oublie que tu as des étiquettes » Des pareils à nous autres qui se mettent ensemble et qui peuvent s'appuyer sur le respect qu'on peut avoir les uns des autres. On peut prendre la parole.

Extraits du groupe de travail «étiquettes».



Ces étiquettes nous emprisonnent dans le regard des autres

Extraits du groupe de travail «étiquettes».

Un groupe qui permet qu'on oublie que tu as des étiquettes » Des pareils à nous autres qui se mettent ensemble et qui peuvent s'appuyer sur le respect qu'on peut avoir les uns des autres. On peut prendre la parole.

Extraits du groupe de travail «étiquettes».

Pouvoir se retrouver ensemble et voir qu'on n'est pas les seuls à vivre la même situation. Nos réunions, nos rassemblements, c'est ça qui donnent la force. Se mettre ensemble, ça nous permet de nous battre.

Extraits du groupe de travail «étiquettes».

Nous feront écho des autres groupes dans les prochains numéros de La Main Dans La Main

LES CONFLITS DE VOISINAGE

ON NE CHOISIT PAS SES VOISINS.

IL FAUT APPRENDRE A VIVRE AVEC... ET RECIPROQUEMENT :

On ne choisit pas ses voisins. Il faut apprendre à vivre avec... et réciproquement : chacun est le voisin de son voisin. Cela provoque parfois des conflits, qui se résolvent dans le dialogue, s'engluent dans l'indifférence ou le mépris, ou dégènèrent en procédure en justice.

L'article « Nos Droits » de septembre 2021 rappelait que les règles de bon voisinage se construisent sur un équilibre entre les droits de chacun, dans une dynamique de respect réciproque, où chacun essaie de ne pas imposer à ses voisins des nuisances qui dépassent les limites de la « normale ».

ET EN CAS DE PROBLEME ?

On ne choisit pas ses voisins, mais on peut choisir d'aller les trouver pour parler et discuter. La démarche est parfois difficile quand le contexte est tendu...



Chacun doit pouvoir exprimer ses besoins, ses inquiétudes, ses attentes, et chacun doit pouvoir entendre ce que l'autre a à dire.

Personne n'est jamais tout blanc ou tout noir, même si on peut avoir du mal à admettre nos propres torts.

Il peut être précieux de se faire aider dans ce dialogue. Plusieurs pistes existent.

SE FAIRE AIDER

On peut prendre **un avocat** qui invitera le voisin à une rencontre, éventuellement accompagné de son propre avocat. Son rôle sera de trouver un accord que l'avocat mettra par écrit et que chacun s'engage à respecter.

On peut interpeler **l'agent de quartier**. Celui-ci n'a pas forcément la possibilité d'intervenir rapidement. Il se présentera sans doute chez le voisin, et son rôle sera surtout de rappeler les règles de voisinage, un « rappel à la Loi ». Par contre, il ne cherchera pas forcément à mettre les gens en présence ni à prendre le temps d'une discussion avec tout le monde.

On peut interpeler **le propriétaire**. Souvent les propriétaires privés refuseront de s'immiscer dans des conflits de voisinage, en prétextant que ce n'est pas leur problème.

Les sociétés de logement social ont quant à elle un rôle social. Elles ont pour mission d'améliorer le « vivre ensemble » au sein des quartiers d'habitations sociales. Le Directeur de la société, le référent social s'il en existe un, ou le délégué de quartier

pourra réunir les personnes concernées et tenter d'aplanir les problèmes.

FACE AUX CONFLITS

Les sociétés de logement sont fort démunies face aux conflits de voisinage. Leur solution est, parfois, de donner renon à l'un (ou aux) locataire(s) en conflit de manière à évacuer la cause des « problèmes ».

On peut porter **plainte à la police**. C'est difficile car les Postes de police n'ont pas le temps d'acter ce type de plaintes qui n'aboutiront le plus souvent nulle part. Si on se fait éconduire du Poste de police sans avoir pu porter plainte, il faut envoyer un courrier ou un mail qui acte la plainte. L'objectif est surtout de garder une trace, qui pourra servir de preuve en justice au besoin.

On peut demander au **Juge de Paix** d'intervenir dans le cadre d'une invitation en conciliation. La procédure est gratuite, mais le voisin invité à se présenter chez le juge n'a pas l'obligation de s'y rendre. Le rôle du juge sera de tenter de trouver une solution amiable et d'acter officiellement les engagements de chacun dans un « Procès-verbal de conciliation », signé par chacun, qui aura la même valeur qu'un jugement.

En cas d'échec de cette tentative de conciliation chez le juge, on peut aussi introduire une procédure en justice contre son voisin et demander au Juge de paix de trancher le litige, dire qui a raison ou tort, et au besoin condamner telle personne à faire, ou ne plus faire, telle chose.

Philippe Versailles

JOURNEE MONDIALE DU REFUS DE LA MISERE

Ce n'est pas parce qu'on est transparents, qu'on doit être silencieux !

Hors cadre
Namur

VISITE DE LA TRIENNALE DE L’AFFICHE POLITIQUE

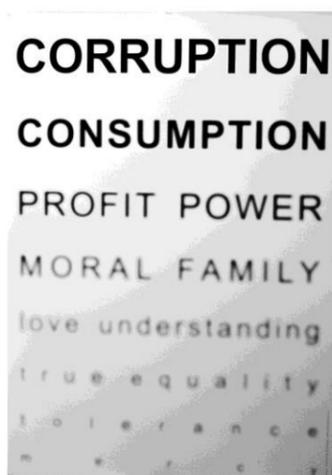
LE 1 OCTOBRE, LES PARTICIPANTS DU CENTRE D’EXPRESSION ET DE CREATIVITE DE LST NAMUR ONT PU SE RENDRE A MONS AU « MONS MEMORIALE MUSEUM » (MMM) POUR Y VOIR LA TRIENNALE DE L’AFFICHE POLITIQUE. CELLE-CI REGROUPANT DES ARTISTES DE TOUS HORIZONS, S’EXPRIMANT, QUESTIONNANT LE MONDE DANS LEQUEL NOUS VIVONS, ET SURTOUT DENONÇANT LES POLITIQUES MISENT EN PLACE.

Derrière chaque affiche, il y a un message à décrypter. Chaque dessin, objet, symbole composant celle-ci est une clef qui permet d'interpeller à propos d'une situation injuste, choquante, problématique. Chaque affiche est une prise de position percutante, presque évidente pour le spectateur. Elle nous amène à s'intéresser, se renseigner et prendre position.

Visite très intéressante pour nous, qui cherchons, au sein de notre CEC, toujours plus de moyens pour participer à la vie citoyenne, pour témoigner de nos conditions de vies, de notre humanité et de ce que l'on voudrait voir changer dans le monde.

Cette visite nous a permis, entre autres, d'affuter notre regard dans la construction et la critique de nos projets.

Il est encore possible de visiter cette exposition jusqu'au 19 décembre 2021.





Ça se passe

UNE OCCASION DE PARLER... D'UNE SOCIÉTÉ PLUS ÉGALITAIRE

Ce vendredi 22 octobre, nous sommes allés au festival « On N'est Pas Tout Seul » de Rochefort. Nous avons commencé par des ateliers créatifs et de réflexion. Le premier sur base du collage, où nous avons pu exprimer un coup de gueule et un coup de cœur.

Le second sur **le refus d'une société où le numérique remplace tous les contacts humains**. Là, nous avons pu échanger sur ce que cela nous inspire, nos craintes, nos difficultés face à la prise de terrain du numérique. Certains ont pu redire que l'accès n'est pas le même pour tous, qu'on est dans une société qui largue les moins riches.



Nous avons, aussi, vu deux pièces de théâtre. D'abord, "Et après ça?", pièce du CPAS de Dinant qui parcourt différents thèmes tels que le logement, les mesures sanitaires, l'isolement, les services, les dérives de notre société toujours plus contrôlante. Ensuite, "on a éter abonékol" des Transform'acteurs de Lire et écrire Namur qui veulent dénoncer les inégalités à l'école en nous plongeant dans des situations scolaires que certains, parmi nous, ont vécues, s'en est suivi un échange entre le public et les comédiens. Avant le repas, Jacques nous a fait découvrir la ville de Rochefort, sa ville natale, par une visite guidée.

Nous avons clôturé la journée par deux documentaires sur **le glanage et le gaspillage alimentaire**.

Une journée qui nous a permis de nous retrouver et de voir Rochefort autrement.

Petites nouvelles

LOGEMENT

Deux bonnes nouvelles ! Partageons-les !

Michel Gérard vient de recevoir les clés d'un appartement à Rochefort. Après avoir vécu les inondations à Jemelle, cette nouvelle arrive avec soulagement. Et un nouveau logement aussi pour Dominique et Jérémy et leurs enfants. Enfin un chez soi, et repartir dans la vie, en famille.

DECES

Le 10 octobre 2021, Denise Langinie est décédée à la clinique St Elisabeth, où elle était hospitalisée depuis quelques semaines.

Que le souvenir de ses luttes, de ses espérances et de ses interpellations soit reçu comme le partage d'une part de ses forces et du courage de toujours recommencer.

« LA MAIN DANS LA MAIN » LE QUART MONDE EN MOUVEMENT

Ont participé à ce numéro
D'Andenne : l'équipe d'actualités Andennaises.
De Condroz-F. A. : Marion, Jacques
De Namur : Andrée, Cécile, Isabelle, Martin,
Du Hainaut : Luc, Marcelle, Myriam
Et : Francine, Patricia, David, Philippe, Pierre

NOS ADRESSES DE CONTACT

A ANDENNE :
L.S.T Andenne asbl - Tél. : 085/ 84 48 22
Rue d'Horseilles, 26 – 5300 Andenne
andenne@mouvement-lst.org
Cpte : IBAN : BE96 3500 2327 8305

EN CONDROZ-FAMENNE-ARDENNES :
L.S.T Condroz-Famenne-Ardenne asbl
Tél. : 0486/33 36 17
Doyon, 13 – 5370 Flostoy
ciney-marche@mouvement-lst.org
Cpte : IBAN : BE71 7925 8843 2869

PROVINCE DU HAINAUT :
LST Hainaut
Tél : - 0486/33 43 59
hainaut@mouvement-lst.org
Cpte : IBAN : BE67 0013 3858 9387
Sur Tubize
C. Goethals - Tél. : 067/64 89 65
tubize@mouvement-lst.org

A NAMUR :
L.S.T Namur asbl- Tél. : 081/22 15 12
Rue Pépin, 27 – 5000 Namur
namur@mouvement-lst.org
Cpte : IBAN : BE12 0011 2378 3392

POUR PLUS D'INFORMATIONS
RETROUVEZ-NOUS SUR :
WWW.MOUVEMENT-LST.ORG
federation@mouvement-lst.org

ABONNEMENTS
Abonnement de soutien fixé à 15 euros/an
Cpte : IBAN BE 670013 3858 9387
De la Fédération Luttes Solidarités Travail asbl
27 rue Pépin – 5000 Namur

DONS
Tous les dons de plus 40 euros sont déductibles des impôts. Montant à verser sur le compte IBAN BE 23 2500 08303891. BIC : GEBABEBB. De Caritas Secours Francophone (Délégation de Namur- Luxembourg), avec comme mention : Projet n° 05/65 (LST) ou projet n° 178 communication 732501 (LST Andenne).

AVEC LE SOUTIEN
De la Fédération Wallonie Bruxelles (Ministère de la Culture et des Affaires Sociales) et de la Région wallonne (Direction générale de l'économie et de l'emploi).



IMPRIMERIE
Notre journal est imprimé par Nuance 4
Rue des Gerboises 5, 5100 Namur

Chers lecteurs, n'hésitez pas à nous contacter. Nous attendons vos remarques, vos articles, un petit coup de fil... Bonne lecture !

LMDLM@MOUVEMENT-LST.ORG